

Unité départementale de l'Oise  
Z.A. de la Vatine  
283, rue de Clermont  
60000 Beauvais

Beauvais, le 02/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**BUTAGAZ**

RUE DE PARIS - RD 25  
60800 Levignen

Références : IC-R/080/26-CD/SL  
Code AIOT : 0005101270

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2026 dans l'établissement BUTAGAZ implanté RUE DE PARIS - RD 25 60800 Levignen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ
- RUE DE PARIS - RD 25 60800 Levignen
- Code AIOT : 0005101270
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site BUTAGAZ de Levignen est un dépôt GPL vrac.

Les deux principales activités exercées sur le site sont :

- l'approvisionnement et le stockage de GPL (propane) en vrac dans deux réservoirs enterrés sous talus de 550 m<sup>3</sup> chacun ;
- le déchargement et le chargement dans des camions citernes petits et gros porteurs de 6 à 24 tonnes de propane (mouvements : 13 000 tonnes/an).

L'exploitation des installations de l'établissement est réglementée par les principaux arrêtés préfectoraux suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 7 décembre 1995 ;
- arrêté préfectoral du 20 juillet 2016 donnant acte de son étude de dangers ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 27 mai 2021.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
2	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
3	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
4	Stratégie de maintenance (au niveau macro)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
5	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
6	Intervention de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3	Sans objet
7	Contrôle des opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
8	Retour d'expérience sur les opérations de maintenance	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant pratique une maintenance essentiellement préventive. Le logiciel groupe de la GMAO implanté sur le site permet une gestion efficace de la maintenance sur le site.

Cette maintenance s'appuie sur un plan de maintenance défini par un service support du groupe sur la base de la réglementation applicable et des préconisations du constructeur des pièces installées sur le site.

Une maintenance curative est également effective sur le site. Elle est gérée par l'intermédiaire de fiches d'anomalie.

La maintenance sur le site apparaît comme bien suivie.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 1. Gouvernance de la maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.  Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.  Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  Une procédure générale de maintenance (MI-PG-TM/01) a été présentée par l'exploitant. Elle définit la gouvernance de la maintenance au sein du groupe et sur le site de Levignen.  Le groupe dispose d'un logiciel de GMAO commun à tous les sites.  Le service ETR (expertise, maintenance et réglementaire) du groupe définit un plan de maintenance préventive annuelle. Les données sources sont le cahier des charges du fabricant de l'élément qui définit les échéances de maintenance, la réglementation nationale et les arrêtés préfectoraux du site. Ce service effectue une veille réglementaire pour s'assurer de l'exhaustivité de la prise en compte des textes réglementaires.  Ces données sont déclinées dans la GMAO par ce service ETR pour chaque élément faisant l'objet d'une maintenance sur le site de Levignen. Un plan de maintenance annuel est ainsi défini. Ce

plan est mis en œuvre par le site de Levignen soit en interne soit par l'intervention d'entreprises extérieures.

En amont de chaque échéance définie par opération de maintenance, un bon de travail est généré par le logiciel GMAO. Il est attribué au chef de centre qui soit le réalise soit missionne une entreprise extérieure.

A chaque opération de maintenance est lié un mode opératoire.

L'enregistrement de l'opération se fait directement dans le logiciel de GMAO.

En termes de maintenance curative, une fiche d'anomalie est complétée dans le logiciel GMAO afin de déclencher une opération de maintenance explicitée dans le point de contrôle n°3.

L'exploitant a présenté un organigramme permettant de comprendre les relations entre les services du groupe et les sites d'exploitation. Sur le site de Levignen, deux employés sont présents et assurent la maintenance. Un assistant technique, employé du groupe Butagaz, vient en renfort en fonction du plan de charge maintenance. L'exploitant a indiqué qu'un intérimaire, employé par le site, n'effectue pas de la maintenance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 2. Moyens alloués (Budget et ressources humaines)

### **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

### **Constats :**

Le budget prévisionnel est défini par le responsable du site de Levignen. Pour chaque ligne du plan de maintenance préventive défini, une somme allouée à l'opération est inscrite. Cette somme prend comme base le coût de la même opération les années précédentes.

Pour la maintenance curative, le devis de la réparation est validé par le service ETR du groupe. Cette maintenance curative n'entre pas dans le budget de la maintenance préventive explicité ci-avant.

L'exploitant indique que sur les cinq dernières années, le budget est constant. Il varie en fonction des échéances des opérations de maintenance à réaliser dans l'année.

L'effectif alloué à la maintenance sur le site est également constant.

L'exploitant indique qu'aucun arbitrage financier n'est réalisé sur la maintenance préventive et curative.

Lors des périodes de congés du personnel sur site, des intérimaires peuvent être amenés à intervenir. Cependant, aucune opération de maintenance n'est réalisée par ce personnel intérimaire. Le site n'est jamais à l'arrêt. Il fonctionne en permanence.

L'exploitant a indiqué que la formation du personnel est encadrée par plusieurs procédures :

- manuel HSSSE ref SE-SE/HE.01 qui définit le processus de formation d'un employé,
- procédure « habilitation des chefs de centre » FO-PG/EL.01-IN qui définit les habilitations nécessaires pour la réalisation en interne de chaque opération de maintenance,
- une procédure « gestion des compétences » MI.PG-TM.01-AK qui définit la formation par compagnonnage sur les sites d'exploitation.

Au regard de toutes ces règles, l'employé du site fait remonter ses besoins en formation pour l'année (formation et recyclage d'habilitations) à son responsable (chef de l'unité exploitation regroupant tous les sites du Nord de la France). Ce dernier valide les demandes et transmet par la suite au service formation. Ce dernier gère la mise en place des formations demandées. L'exploitant indique qu'aucun arbitrage financier n'est réalisé. Toutes les formations réglementaires demandées sont accordées.

Le chef du centre de Levignen est présent lors de l'inspection en salle. Ainsi, les questions de connaissance de l'organisation de la thématique maintenance lui sont posées directement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 3. Modalités de coordination avec les entreprises extérieures

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 4 octobre 2010

Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

Certaines opérations de maintenance préventive sont réalisées par des entreprises extérieures. Des contrats cadres au niveau du groupe sont signés. Les entreprises extérieures retenues sont validées par le service ETR du groupe au regard d'un cahier des charges.

Lors de l'intervention sur le site de Levignen par l'entreprise extérieure retenue, un plan de prévention incluant un accueil sécurité est systématiquement mis en place. Ce plan de prévention est encadré par la procédure SE-PP/OT01. L'accueil sécurité est valable une année et inclut la présentation des risques présents sur le site de Levignen ainsi que les précautions à prendre. Lors de la réalisation de ce plan de prévention, le chef de centre vérifie la conformité de l'ensemble des habilitations nécessaires pour la réalisation de l'opération de maintenance. Selon la criticité de l'opération de maintenance, une analyse des risques approfondie peut être menée par un groupe de travail interne. Cette analyse est encadrée par la procédure gestion des changements du groupe et tracée informatiquement. L'exploitant a présenté le dernier exemple de changement des vannes Bettis par des vannes Bernard. L'enregistré de l'analyse des risques a été vu en salle. Il date du 13 octobre 2025. Il est signé par le chef du centre, l'expert technique du groupe, le responsable HSSE et le responsable d'exploitation région Nord du groupe.

Pour la maintenance curative, la procédure est la même.

Le site étant relativement petit et au regard du nombre de personnes présentes sur le site (2 employés), les opérations de maintenance sont suivies en continu.

En fin de chantier, un essai de fonctionnement du ou des éléments concernés par l'opération de maintenance préventive ou curative est réalisé par le chef de centre. Cet essai est consigné dans un procès verbal de réception.

Une grille de notation des entreprises extérieures est complétée par le chef de centre et transmise au service ETR du groupe. Par exemple, le procès-verbal de réception du changement des vannes Bettis évoqué précédemment datant du 4 mars 2026 a été vu en salle.

L'exploitant a indiqué qu'une opération de maintenance le plus souvent curative nécessite des soudures, un expert « équipement sous pression » du groupe participe à la réception des travaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Stratégie de maintenance (au niveau macro)**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, 4. Planification des opérations de maintenance

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 4 octobre 2010

<p>Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Ce point a été développé aux points de contrôle n° 1.</p> <p>Le logiciel GMAO permet de distinguer les opérations de maintenance préventive caractérisées par l'émission d'un bon de travail et les opérations de maintenance curative qui entrent dans le logiciel par la saisie d'une fiche d'anomalie. L'ensemble du personnel du site de Levignen a accès au logiciel GMAO. Cependant en fonction des responsabilités de chacun, les droits de gestion sont différents dans ce logiciel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Intervention de maintenance**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 5. Modalités d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010</p> <p>Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Afin de vérifier la bonne tenue du plan de maintenance présenté en inspection, par échantillonnage, deux opérations de maintenance préventive ont été prises comme fil rouge. Elles interviennent sur des mesures de maîtrise des risques.</p> <p>1/ Clapet de fond des camions</p>



<p>L'opération de maintenance inspectée est le contrôle de la fermeture du clapet de fond du camion en cas de mise sous alarme du site.</p> <p>Le logiciel GMAO génère un bon de travail (BT) en amont de l'échéance de la maintenance. Ce BT est attribué au chef de centre de Levignen pour réalisation. Cette opération de maintenance préventive se fait en interne.</p> <p>Le bon de travail a été vu en salle. Il est référencé MI-PG/M01- KA-LVGL. Il date du 25 juillet 2025. Il reprend l'ensemble des actions à réaliser pour cette opération de maintenance. Un mode opératoire explicite également toutes les étapes à mener (MIPG/TM01-KA).</p> <p>Cet enregistrement ne fait pas état de non-conformité dans le contrôle. Il a été réalisé conformément à l'échéance imposée par le plan de maintenance.</p>
<p>2/ Détection de niveau très haut par sonde optique sur les camions petit vrac et arrêt du chargement</p> <p>Il s'agit de vérifier le bon fonctionnement de la sonde de niveau. Il s'agit d'un contrôle annuel.</p> <p>Le bon de travail a été complété dans le logiciel GMAO en date du 4 mars 2026, il est référencé MI-PG/TM01-JF-03.</p> <p>Le mode opératoire MI-PG/TM01-JF a été vu en salle. Cet enregistrement ne fait pas état de non-conformité dans le contrôle. Il a été réalisé conformément à l'échéance imposée par le plan de maintenance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Intervention de maintenance

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 6. Procédures et instructions de maintenance</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 26/05/2014 Annexe I -point 3</p> <p>Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p>Les informations disponibles sur les meilleures pratiques sont prises en compte afin de réduire le risque de défaillance du système.</p> <p>Arrêté du 04/10/2010 Art. 59 Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Ce point a été développé au point de contrôle n°5.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Contrôle des opérations de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 7. Contrôle des opérations de maintenance (organisation mise en place)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.</p> <p>Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.</p> <p>Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le logiciel GMAO émet mensuellement les indicateurs de suivis des opérations de maintenance. Ces derniers sont notamment : bons de travail en retard, nombre de fiches d'anomalie. Ces indicateurs sont revus en direction.</p> <p>Lors de l'inspection, pour le site de Levignen aucun bon de travail n'était en retard au regard de l'échéance.</p> <p>L'exploitant a mis en place des audits internes pour s'assurer que les opérations de maintenance sont correctement réalisées. De plus, le service groupe garant de maîtrise des risques et le service ETR analysent les fiches d'anomalie. Si plusieurs fiches d'anomalie interviennent sur le même élément, ces services peuvent décider de changer l'élément en maintenance curative ou le mode opératoire du contrôle. De la même manière, si plusieurs fiches d'anomalie interviennent suite à l'intervention de la même entreprise extérieure, un suivi plus précis des opérations de maintenance réalisées par cette dernière est fait par le chef de centre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Retour d'expérience sur les opérations de maintenance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, 8. Analyse a posteriori
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 Art. 47 Principes généraux de prévention des risques.</p>

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

Les analyses des opérations de maintenance a posteriori en cas d'incidents ou d'accidents se font par l'intermédiaire des fiches d'anomalie développées au point de contrôle précédent.

**Type de suites proposées :** Sans suite